



## **La quatrième Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires**

**Bavière (République fédérale d'Allemagne),  
Géorgie (États-Unis d'Amérique),  
Québec (Canada),  
Shandong (République populaire de Chine),  
Haute-Autriche (République d'Autriche) et  
Cap Occidental (République d'Afrique du Sud)  
à Jinan, dans le Shandong,  
le 7 août 2008**

## **DÉCLARATION FINALE**

## **I Préface**

La quatrième Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires s'est tenue les 6 et 7 août 2008. Le ministre des affaires fédérales et européennes de la Bavière, au nom du ministre-président de la Bavière, le gouverneur de la Géorgie, le premier ministre du Québec, le gouverneur de la province de Shandong, le ministre-président de la Haute-Autriche, et le ministre responsable des Gouvernements locaux, des affaires environnementales et de la Planification de la province du Cap Occidental, au nom du premier ministre du Cap Occidental, se sont réunis dans le cadre de la quatrième Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires à Jinan, dans le Shandong, en Chine. Le gouverneur de l'État de São Paulo n'a pu participer à la Conférence.

Tout d'abord, la Conférence a approuvé l'adhésion de l'État de la Géorgie. En incluant l'État de São Paulo, elle représente maintenant 170 millions de personnes réparties dans quatre continents, possédant un PIB de plus de 2 000 milliards de dollars américains. C'est avec satisfaction que les chefs de gouvernement des Régions partenaires constatent que leur coopération, entamée à Munich en 2002, poursuivie à Québec en 2004 et à Linz en 2006, est maintenant consolidée et approfondie.

L'objectif de la quatrième conférence est de promouvoir le développement complet, équilibré et renouvelable de l'économie, de la société et de l'environnement, tel que mis de l'avant par les membres de la conférence. Afin de tirer profit de l'expérience des membres, de permettre à chacun de pallier ses faiblesses par les forces des autres, d'atteindre l'égalité et le bénéfice mutuel, de renforcer les liens d'amitié et de promouvoir la coopération, la Conférence s'est concentrée sur des questions d'intérêt commun, telles que la conservation des ressources, la réduction de la consommation énergétique et des émissions, la protection de l'environnement, l'amélioration des conditions climatiques et écologiques, l'amélioration du service médical, la garantie des soins de santé publics et l'amélioration de la santé de la population. La Conférence intensifie ses efforts dans la promotion d'une coopération axée sur des échanges concrets, approfondis et pluridimensionnels entre les différentes régions dans un contexte mondial.

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires attestent que :

- chacune des sept régions partenaires compte parmi les provinces ou États les plus dynamiques de son pays et présente des caractéristiques de celui-ci, tout en jouissant d'une identité culturelle propre;
- les gouvernements ont d'importantes responsabilités dans le développement économique et social de leur région et sont confrontés à des défis et des enjeux semblables posés par la mondialisation de l'économie;
- étant donné que quatre des sept régions réunies se trouvent dans des pays développés et que les trois autres se trouvent dans des pays en voie de développement, leur coopération constitue un exemple à suivre pour les autres pays dans le monde;
- les échanges et la coopération entre les régions partenaires contribuent à améliorer leurs relations d'amitié, à stimuler la coopération nord-sud et à maintenir l'harmonie et le développement dans le monde.

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires reconnaissent que la coopération et les échanges entre leurs régions sont appropriés, bien adaptés au monde d'aujourd'hui, caractérisé par l'augmentation fulgurante des prix des ressources pétrolières, céréalières et minières et par l'importance grandissante des enjeux liés aux changements climatiques, la pollution et les maladies infectieuses. Ils insistent sur l'importance d'attirer l'attention des gouvernements des régions et des populations sur l'avancement des sciences, le développement durable, l'efficacité de l'utilisation des ressources, la conservation de l'énergie et la réduction des émissions, la relation entre la protection de l'environnement et la santé, et l'amélioration des soins de santé et de la qualité de la vie. Ils s'entendent sur la nécessité de faire des efforts pour la promotion de la conservation des ressources et de la protection de l'environnement auprès de la population, de développer une culture d'économie de l'énergie, de réduction des émissions et de protection environnementale dans la production, le transport et la consommation dans le but d'apporter une contribution proactive au développement durable dans le monde.

Pour donner suite à la suggestion faite par la province hôte de Shandong lors de la troisième Conférence tenue à Linz en 2006, la quatrième Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires a choisi comme thèmes « Pour une société soucieuse de l'utilisation efficace de ses ressources » et « La santé et les système de soins ».

Suite aux recommandations formulées par des experts des sept régions lors de forums portant sur les deux thèmes, les chefs de gouvernement des Régions partenaires ont discuté des questions suivantes et s'entendent pour promouvoir une coopération étroite en ces domaines :

- la conservation des ressources naturelles et le développement des énergies renouvelables
- la promotion de l'économie d'énergie et de la réduction des émissions, ainsi que l'augmentation de l'efficacité énergétique
- le développement du recyclage, l'incitation à la production propre ainsi que le recours à des technologies et à l'innovation dans le recyclage des ressources
- la conscientisation des populations à la conservation des ressources et à la lutte à la surconsommation
- la protection de l'environnement et la garantie d'une écologie durable
- les impacts de l'environnement et des conditions climatiques sur la santé
- la mise en place d'un système de soins de santé accessible à l'ensemble de la population
- l'amélioration de la prévention et du contrôle des maladies ainsi que l'amélioration du niveau de santé de la population
- la promotion de la prévention et de saines habitudes de vie

Les régions partenaires reconnaissent que le développement axé sur l'économie d'énergie, la réduction des émissions et la protection de l'environnement, ainsi que sur l'attention portée à la qualité de la vie et au niveau de santé de la population, sont apte à fournir aux régions des occasions de communiquer entre elles, et conséquemment de renforcer leurs liens d'amitié.

La présente Déclaration finale contient le résultat des discussions portant sur les thèmes « Pour une société soucieuse de l'utilisation efficace de ses ressources » et « La santé et les systèmes de soins » dans le cadre de la quatrième Conférence ainsi que les propositions de coopération et d'échanges dans les secteurs susmentionnés.

## **II Sommaire de la coopération depuis le troisième sommet**

Le D<sup>f</sup> Josef Pühringer, ministre-président de la Haute-Autriche, a fait état des projets de coopération mis de l'avant depuis le troisième sommet de Linz en juillet

2006. Il a évoqué que plus de 250 projets ont été réalisés ou sont toujours en cours entre les régions partenaires notamment dans les domaines de l'économie, de la recherche et de la science, de l'éducation, de l'environnement, de la jeunesse et de la culture et ce, sur une base multilatérale ou bilatérale. Par exemple :

- Une coopération pratique et orientée vers des résultats concrets a été entreprise dans les secteurs de l'énergie. Toutes les régions partenaires ont participé aux World Sustainable Energy Days et à l'International Fair for Energy Efficiency and Eco-energy qui s'est tenu du 28 février au 2 mars 2007 à Wels. En mars 2008, le Québec a organisé la première rencontre des experts en efficacité énergétique à Wels.
- En juillet 2006, des étudiants de toutes les régions partenaires ont participé à un atelier sur l'énergie à Munich, qui comprenait une fin de semaine sans dépense énergétique.
- En juillet 2007, le festival Pflasterspektakel de Linz a attiré 600 participants provenant de 40 nations. Des artistes provenant des régions de la Bavière, du Québec et de São Paulo ont pris part à l'événement.
- Les 8 et 9 décembre 2006, des experts des régions partenaires se sont réunis à l'occasion d'un atelier sur le fédéralisme à São Paulo.
- Des experts en biomasse se sont réunis le 27 février 2007 à Straubing, en Bavière, pour prendre connaissance de projets de démonstration et procéder à des échanges sur le terrain.
- Du 4 au 11 août 2007, au Deutsche Museum de Munich, un cours d'été conçu par le laboratoire de l'Université de technologie de Munich, a attiré des jeunes scientifiques provenant d'écoles secondaires des régions partenaires. Pendant une semaine, des scientifiques ont offert aux jeunes un cours d'astronomie théorique et pratique « L'univers à portée de la main » et on y a découvert un nouvel astéroïde.
- L'exposition internationale de photos portant sur le thème « Énergie renouvelable – La puissance du soleil » a été présentée de janvier à mars 2008 à Linz. Elle a été précédée par la présentation d'une sélection des meilleures photos et des meilleurs projets le 3 décembre 2007 à Berlin dans le cadre la conférence des ministres des Affaires étrangères du G8. Outre les pays membres du G8, les principaux pays en voie de développement (le Brésil, la Chine, l'Inde, le Mexique et l'Afrique du Sud) ont participé à cette conférence portant sur les avantages d'une politique étrangère orientée vers un

approvisionnement sûr en énergie et sur la protection des conditions climatiques. On peut voir actuellement l'exposition de photos à EXPO 2008 de Saragosse en Espagne.

- Du 29 février au 27 avril 2008, la maison de la culture de Linz a présenté une sélection des œuvres parmi les plus intéressantes – dont des œuvres d'envergure de Robin Rhode, du Cap, et Lucia Koch, de São Paulo – présentées lors de biennales d'art dans le monde (Venise, Sydney, Moscou, São Paulo, ou Shanghai). L'exposition a offert un aperçu de l'art international et la possibilité de présenter l'art contemporain dans un format concentré.
- Du 15 au 17 mai 2008, des professeurs des régions partenaires se sont réunis au Québec et ont entamé un échange à long terme sur les meilleures pratiques en éducation.
- Des journalistes de la Bavière, de la Géorgie, du Québec et du Cap Occidental ont participé au projet « NEWSWEEK » du 17 au 21 mai 2008 en Haute-Autriche. En plus de discussions et de visites au centre de radiodiffusion et à la salle de rédaction de l'ORF, des rencontres et des échanges avec des étudiants ont porté sur le rôle des médias dans le dialogue interculturel.
- L'Energy Globe Award a récompensé certains projets des régions partenaires. Ce prix international en environnement a notamment été remis au Parlement européen par l'ancien secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, à l'École de sciences du Shandong, à l'Université des arts de Linz pour un projet en Afrique du Sud et à ESKOM, projet destiné à la jeunesse, en Afrique du Sud.

Depuis 2006, les statistiques montrent que les échanges commerciaux entre la Haute-Autriche et les pays dont font partie les régions partenaires ont connu une croissance de 39 % en moyenne. La Conférence des Régions partenaires s'inscrit dans une dynamique de coopération internationale qui contribue au développement économique et social.

De nombreux projets de coopération ont démontré l'intérêt des jeunes à s'engager dans des projets de coopération internationale les préparant ainsi à s'adapter à un monde en constante évolution.

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires ont accepté le rapport du ministre-président de la Haute-Autriche. Ils ont exprimé leur satisfaction quant à la réalisation des actions retenues dans la déclaration du troisième Sommet qui a entraîné une coopération de plus en plus concrète entre les régions.

Ils ont exprimé leur reconnaissance pour le travail accompli par la Haute-Autriche dans la coordination de la coopération et ont convenu de maintenir leur mode de coopération.

### **III Pour une société soucieuse de l'utilisation efficace de ses ressources**

Le gouverneur du Shandong a expliqué le concept d'une société soucieuse de l'utilisation efficace de ses ressources. C'est une société qui conserve ses ressources, qui est respectueuse de l'environnement, qui a pour but de créer une interaction entre le développement économique et social et la protection de l'environnement en plus de réaliser un développement global, équilibré et durable de l'économie et de la société. L'histoire de l'évolution humaine montre que la civilisation est étroitement liée à la consommation des ressources et à l'environnement. Les chefs de gouvernement des Régions partenaires ont souligné l'importance d'une utilisation efficace des ressources pour le développement durable de leurs régions respectives. Ils ont insisté sur l'importance d'adopter, de développer et de promouvoir les nouvelles technologies applicables à la conservation de l'énergie et à la réduction des émissions, de stimuler l'utilisation des énergies propres et renouvelables, de protéger les ressources aquatiques, d'utiliser de façon concrète et efficace les ressources territoriales, et d'améliorer l'efficacité des énergies fossiles traditionnelles et d'autres types de ressources dans le processus de modernisation et d'industrialisation. Conséquemment, les gouvernements devront prendre les responsabilités nécessaires, établir des objectifs appropriés et mettre en place des mesures efficaces. Ils ont également insisté sur le fait que l'économie d'énergie et la réduction des émissions, la protection de l'environnement, la conservation représentent non seulement des vertus, mais sont l'expression d'une attitude et d'une conscience scientifique responsables et orientés vers l'avenir, qui sous-tendent les efforts actifs des individus, des familles, des entreprises et de toute la société. Il revient à chacun des gouvernements d'énoncer et d'améliorer ses lois et ses politiques, d'encourager la conservation, de dénoncer le gaspillage et enfin de mettre en place un mécanisme qui encourage la construction d'une société axée sur l'utilisation efficace des ressources et respectueuse de l'environnement.

L'augmentation des prix du pétrole et du gaz exerce une forte pression sur la production et la consommation, le développement économique et sur les services gouvernementaux. La garantie d'un approvisionnement en ressources énergétiques fiables et bon marché représente maintenant un défi commun pour la communauté internationale. Simultanément, l'augmentation des prix des aliments a mis un terme aux attentes trop optimistes de ceux qui souhaitent remplacer les combustibles fossiles par les biocarburants à base d'aliments.

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires ont échangé sur leurs politiques énergétiques et ont discuté de façons concrètes pour faire face aux problèmes sur le plan régional, à l'intérieur de leurs propres compétences.

Les chefs de gouvernement ont affirmé que les gouvernements régionaux et locaux ont un important rôle à jouer dans la recherche de solutions aux changements climatiques, notamment en prenant des mesures visant l'efficacité énergétique, la conservation, la promotion des énergies renouvelables et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires ont convenu que toutes les régions doivent adopter une approche globale de conservation qui comprend la gestion des ressources aquatiques, l'amélioration de la qualité de l'air, la protection des ressources territoriales et l'efficacité énergétique. Ils ont aussi convenu que les solutions fondées sur le marché et les partenariats public-privé sont la clef du succès pour relever les défis énergétiques.

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires ont reçu les rapports des experts qui ont pris part à un forum portant sur les façons de garantir un approvisionnement fiable, durable et à faible coût, sur la gestion des ressources aquatiques, sur la conservation des ressources territoriales dans un milieu en constante évolution et sur l'éducation environnementale. Ils ont présenté des exemples qui illustrent les approches spécifiques à chacune des régions.

Le **gouverneur du Shandong** a indiqué que l'économie d'énergie et la réduction des émissions font l'objet d'une politique nationale de base en Chine et représentent une tâche importante pour les gouvernements locaux de différents paliers. Le Shandong a établi de façon claire son objectif de consommation d'énergie d'ici 2010, qui vise à réduire la consommation d'énergie par unité de PIB



d'environ 22 % et les principales émissions polluantes de plus de 16 % par rapport à 2005, tout en maintenant une croissance annuelle du PIB d'environ 10 %.

Afin d'atteindre cet objectif, le Shandong organise depuis octobre 2007 la campagne « Action publique pour l'économie d'énergie et la réduction des émissions », et invite l'ensemble des communautés à participer à la création d'une société axée sur l'utilisation efficace des ressources, le respect de l'environnement et la contribution à une culture écologique. La consommation d'énergie a été réduite de 7,84 % entre 2006 et 2007 et les émissions de SO<sub>2</sub> et de COD ont été abaissées respectivement de 7,12 % et 5,04 % en 2007. Le programme a donc remporté un franc succès.

En 2008, l'objectif principal du Shandong en matière de conservation d'énergie et de réduction des émissions est de réduire la consommation d'énergie pour chaque tranche de 10 000 yuan du PIB de 5,41 % et les émissions de SO<sub>2</sub> et de COD de 4 %. Le Shandong a pris les engagements suivants : a.) l'adaptation de la structure de son économie et de son industrie, b.) le recours à grande échelle à des technologies d'économie d'énergie et de réduction des émissions, c.) l'économie d'énergie et la réduction des émissions dans les secteurs clés et au sein des principales entreprises, d.) l'optimisation de la structure des énergies et le déploiement d'efforts considérables pour développer les énergies éolienne, solaire, nucléaire, ainsi que l'énergie de la biomasse, et e.) l'élaboration d'une politique de soutien à la recherche et le développement en matière d'énergies nouvelles et de recyclage.

Le **ministre de la Bavière** a annoncé que le nouveau gouvernement bavarois, dirigé par le ministre-président D<sup>r</sup> Beckstein, a adopté une stratégie globale pour faire face aux changements climatiques, ainsi que des principes clés pour une politique sur l'énergie de l'avenir. La Bavière est un chef de file en énergie renouvelable en Allemagne et vise à doubler d'ici 2020 sa proportion d'énergie renouvelable actuellement à 8 %. Le gouvernement de l'État de la Bavière défend un report de la date limite de l'activité des centrales nucléaires, à l'encontre d'une décision de l'ancien gouvernement fédéral de les fermer d'ici 2019. L'énergie nucléaire est indispensable pour atteindre les objectifs ambitieux de réduction du CO<sub>2</sub> de l'Allemagne et de l'Europe. La Bavière soutient vigoureusement la recherche et le développement dans le secteur de l'énergie. L'Université technologique de Munich et le Centre aérospatial allemand de Stuttgart

coordonnent l'initiative nationale « Centrales électriques du XXI<sup>e</sup> siècle » (KW 21), en collaboration avec des universités, des centres de recherche et l'industrie afin d'augmenter l'efficacité des générateurs d'électricité à l'aide de méthodes et de matériaux nouveaux.

Le **gouverneur de la Géorgie** a insisté sur l'importance d'adopter une approche globale dans la création d'une culture de conservation, en privilégiant une gestion responsable des ressources énergétiques, territoriales et aquatiques. C'est à cette fin que le gouverneur Perdue a récemment signé un Plan de gestion de l'eau à la grandeur de l'État, qu'en 2006, il a adopté la première stratégie énergétique de l'État (qui rapporte chaque année plus de deux millions de dollars aux contribuables) et qu'il a lancé en 2005, le Programme de conservation des ressources territoriales de Géorgie (qui a permis la protection permanente de plus de 38 000 hectares en seulement trois ans). En mai 2008, il a aussi mis en place un programme de réduction de consommation d'énergie de 15 % et de consommation d'eau, de 10 % dans les bâtiments gouvernementaux en plus de lancer une campagne de relations publiques et d'éducation appelée « Conserve Georgia » afin de promouvoir une « culture de la conservation » parmi les entreprises et les particuliers.

Étant donné la croissance rapide de la population et de l'économie de la Géorgie, il a rappelé le rôle prépondérant joué par la technologie et le développement économique dans la création d'un marché basé sur une stratégie de développement durable des ressources énergétiques, territoriales et aquatiques. Celle-ci donne priorité aux ressources énergétiques disponibles dans l'État, en privilégiant l'efficacité, la conservation et le recours aux énergies renouvelables, additionnées de technologies propres avancées, incluant le charbon et le nucléaire. Le gouverneur a reconnu les efforts du secteur privé visant à construire deux nouveaux réacteurs nucléaires, plusieurs centrales au gaz naturel, deux nouvelles centrales au charbon ainsi que de nombreuses installations destinées à la production d'énergie et de carburants renouvelables en Géorgie.

La Géorgie étant le chef de file de l'industrie forestière aux États-Unis, le gouverneur Perdue a évoqué l'importance accordée par la Géorgie à l'éthanol cellulosique et à l'électricité, ainsi qu'à toute législation fédérale à venir portant sur le captage et le commerce du carbone, comme outil de développement économique qui ferait également la promotion d'un environnement propre. Le

gouverneur Perdue a souligné les possibilités d'explorer les développements technologiques dans ces domaines et a souhaité le développement de projets conjoints de R&D ainsi que des programmes de développement économique avec les autres régions.

Le **premier ministre du Québec** a indiqué que le Québec est convaincu de la nécessité de renforcer la solidarité entre la visée des gouvernements et celle des populations pour ce qui est de relever le grand défi du développement durable et de la lutte contre les changements climatiques. Le Québec est fortement engagé en ce sens. Le gouvernement du Québec dispose maintenant d'une Loi sur le développement durable et d'une stratégie de développement durable. Il a intensifié la lutte contre les changements climatiques grâce à une approche intégrée, qui consiste en trois politiques fondamentales complémentaires : une stratégie de l'énergie, une politique du transport en commun et un plan d'action sur les changements climatiques couvrant la période de 2006 à 2012. Le Québec estime que la mise de l'avant de nouvelles sources d'énergie renouvelable propre, et l'investissement dans la recherche et le développement de technologies propres favorisant une consommation efficace des ressources contribuent à créer de nouveaux pans de l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle. Ainsi, le Québec entend développer son potentiel d'énergie éolienne pour atteindre 4000MW soit 10% de la puissance installée d'Hydro-Québec. Il a aussi pour objectif de produire de l'éthanol cellulosique correspondant à 5% des ventes d'essence d'ici 2012.

Le **gouverneur de la Haute-Autriche** a présenté les stratégies énergétiques de son gouvernement qui ont pour but le remplacement graduel des sources d'énergie fossiles vers des sources plus efficaces et renouvelables. Ces stratégies prévoient, d'ici 2030, d'augmenter la proportion des sources d'énergie renouvelable par rapport à la consommation totale d'énergie de plus du double, de produire assez d'énergie renouvelable en Haute-Autriche pour couvrir la consommation en chauffage et en électricité à des fins résidentielles, et de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 65 %. Le ministre-président a confirmé le retrait des centrales nucléaires en Haute-Autriche ainsi que sa position antinucléaire. Grâce à la promotion de l'économie d'énergie et à l'efficacité énergétique, la consommation d'énergie fossile et les émissions de gaz à effet de serre pourraient réduire. Les groupements et les réseaux, comme le groupement écoénergétique ou le réseau de technologie environnementale, ainsi que le département de science de

l'Université Johannes Kepler et les universités d'études appliquées, font la promotion du développement de nouvelles technologies innovatrices, respectueuses de l'environnement et axées sur l'efficacité des ressources. La Haute-Autriche entend répondre aux défis et aux responsabilités qui découlent des objectifs du millénaire des Nations Unies, à la faveur d'initiatives prises dans le cadre du « Plan Marshall Global », le processus d'Agenda 21 de Rio de Janeiro et de Johannesburg, et soutient des projets de conservation des ressources pour le développement durable dans les pays en voie de développement.

**Le ministre responsable des Gouvernements locaux, des Affaires environnementales et de la Planification**, à titre de représentant du premier ministre du Cap Occidental, a annoncé que la politique du partage de la croissance et du développement durable a été adoptée en 2007. Elle a quatre objectifs : la croissance et le partage de la richesse, la construction d'une société plus égalitaire et solidaire où la pauvreté aura été éliminée, la promotion du développement durable et le développement d'une plus grande intégration régionale. Les interventions ou les éléments déclencheurs de changement sont les transports publics, des établissements humains durables et le développement des compétences.

Le Cap Occidental a réitéré son engagement à continuer à réduire les effets des changements climatiques en améliorant l'efficacité énergétique de 10% et par l'accroissement l'utilisation de sources d'énergie renouvelables de 15% d'ici 2014. En mettant l'accent sur l'énergie solaire, éolienne et celle générée par les vagues, le Cap Occidental encouragera les transferts technologiques, l'investissement pour la production de ces technologies et la promotion des immeubles et modes de transport efficaces du point de vue énergétique.

Le Cap Occidental est l'une des provinces sud-africaines les plus vulnérables aux effets des changements climatiques. Bien que des politiques publiques aient été mises en place pour réduire les effets des changements climatiques, il apparaît évident qu'une coopération plus étroite avec les Régions partenaires, pour connaître les meilleures pratiques et les expériences des autres, est nécessaire pour faire face à ces défis.

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires se sont entendus pour accélérer le dialogue sur l'utilisation efficace des ressources et le développement

durable, pour poursuivre les échanges sur leurs politiques et leurs expertises après la conférence et pour soutenir les actions bilatérales suivantes pendant les deux prochaines années :

- Les experts en énergie se réuniront à nouveau en Haute-Autriche à l'occasion de l'International Fair for Energy efficiency and Eco-energy du 27 février au 1<sup>er</sup> mars 2009 et au World Sustainable Days qui précède.
- Le Shandong invite les régions partenaires à participer au Salon des nouvelles technologies d'économie d'énergie à l'intention des entreprises, des universités et des centres de recherche à Jinan. Le salon porte entre autres sur l'architecture et les nouveaux matériaux de construction en plus de visites terrains reliées à l'économie du recyclage.
- La Haute-Autriche invite les Régions partenaires pour discuter de la situation mondiale des produits de base et les récentes augmentations du prix, à l'occasion du Salon international de l'agriculture à Ried, en Haute-Autriche, du 9 au 13 septembre 2009. Ils pourront consolider leur engagement envers le développement d'un marché durable et la bonne gouvernance dans le respect des normes sociales et environnementales.
- Le Shandong invite les régions partenaires à participer au quatrième congrès mondial de l'énergie solaire, qui se tiendra dans la ville de Dezhou en juin 2010, afin prendre connaissance et de discuter des technologies relatives à la consommation d'énergie solaire.
- Les experts en énergie de chacune des régions seront invités à la conférence BIO 2009 à Atlanta, en Géorgie et auront l'occasion de prendre connaissance des projets industriels et de recherche en matière de carburant cellulosique en Géorgie.
- Le département de géographie de l'Université Louis-Maximilien de Munich collabore avec le consortium Ouranos au Québec dans la prise en compte des conséquences d'un changement climatique sur la gestion des ressources aquatiques du fleuve Danube et de la rivière Châteauguay.
- La Géorgie et l'État de São Paulo poursuivront leurs échanges afin de mettre sur pied une coopération dans le domaine de la production d'éthanol cellulosique.
- La Géorgie et le Québec partageront de l'information concernant diverses initiatives de captation du carbone, reliées à l'industrie sylvicole des deux régions.

- Le Québec invite les chefs de gouvernement des Régions partenaires au deuxième Sommet des Leaders sur les changements climatiques qui se tiendra en décembre 2008.
- Le Québec invite les Régions partenaires au Congrès mondial de l'Énergie qui aura lieu à Montréal en septembre 2010.

#### **IV La santé et les soins médicaux**

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires ont convenu que les questions de santé et de soins médicaux comptent parmi les problématiques les plus complexes sur le plan politique et constituent des priorités auxquelles leurs gouvernements doivent faire face:

- Le vieillissement de la population et une augmentation de l'espérance de vie.
- Les systèmes de sécurité sociale en place dans les régions sont très variés, en raison de facteurs historiques, culturels et politiques. Il existe des systèmes financés par les impôts, des systèmes fondés sur la contribution, du privé ou du public, et d'autres qui combinent les deux.
- Les différences entre les zones urbaines et rurales entraînent des inégalités naturelles en ce qui concerne l'accessibilité des soins de santé publics, et surtout dans les régions possédant une vaste superficie, les gouvernements sont aux prises avec des inégalités accrues.
- La science et la recherche augmentent le potentiel de diagnostic, de traitement et de prévention. Elles contribuent également à l'augmentation des coûts que doivent assumer les contribuables.
- Des sociétés de plus en plus ouvertes à la mondialisation sont aussi plus vulnérables aux épidémies telles que la grippe aviaire, l'hépatite et le VIH/SIDA.
- La modification des structures familiales traditionnelles entraîne une réorganisation des besoins en services dans la société.
- La prévention et l'adoption d'un style de vie sain constituent des facteurs d'une importance grandissante alors que les gouvernements font face à une demande croissante pour garantir les conditions favorables à un mode de vie sûr et durable.

- Le financement et l'organisation de systèmes de santé exigent une coopération efficace entre tous les paliers de gouvernement dans les États fédéraux, ainsi qu'un système équitable de solidarité à l'intérieur des différentes entités.

Dans ce contexte, les chefs de gouvernement des Régions partenaires se sont basés une fois de plus sur les rapports de leurs experts et ont orienté leurs discussions vers trois aspects :

- L'accessibilité des soins de santé primaires pour l'ensemble des individus;
- La prévention et le contrôle des maladies;
- Le rôle de la médecine traditionnelle dans la prévention et le contrôle des maladies dans l'avenir.

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires se fixent comme objectif commun l'accessibilité à un système de soins de santé pour l'ensemble des individus. Ils ont établi de façon claire que la prééminence de la personne, les soins de santé pour la vie et l'attention portée au bien-être des populations constituent des principes fondamentaux pour leurs gouvernements. Ils ont présenté leurs politiques et leurs pratiques respectives en matière de santé et de soins médicaux.

Le **gouverneur de la province de Shandong** a indiqué que le gouvernement du Shandong accorde une grande importance au soutien public au secteur de la santé. La priorité absolue est donnée à la prévention des maladies et une importance égale est accordée aux médecines chinoise et occidentale. Le gouvernement accroît sa responsabilité et intensifie son apport, en améliorant constamment les politiques nationales portant sur l'assurance maladie et s'efforce de fournir des services médicaux sûrs, efficaces, conviviaux et peu coûteux. Le Shandong a appliqué une politique nationale de planification familiale depuis longtemps, qui favorise l'amélioration de la qualité de vie de la population. Sous le slogan « L'amélioration de la santé des gens par l'augmentation de l'activité physique », le Shandong encourage et favorise le développement dynamique des exercices de mise en forme, et de nombreuses activités sportives comme le Taiji. Les agences gouvernementales du Shandong, à différents paliers, accordent une attention particulière à la diffusion d'information sur la nutrition, et ont adopté une série de politiques et de mesures efficaces destinées à l'amélioration des régimes

alimentaires, à la garantie d'un équilibre nutritif et à la qualité et la sécurité des aliments.

Le **ministre d'État de la Bavière** a rendu compte de l'état actuel de la réforme du système d'assurance maladie allemand. Le défi propre à la Bavière réside dans les dangers inhérents à l'équilibre entre les coûts et les revenus pour les patients et les professionnels de la santé, qui pourrait entraîner une baisse de la qualité du service, surtout dans les régions rurales. Le gouvernement bavarois est présentement très actif dans la défense des intérêts de la population de la Bavière. Le secteur global de la santé en Bavière occupe une position avantageuse et, sur le plan international, il représente un secteur économique vigoureux. Le gouvernement fait la promotion de la création de groupements entre les industries médicale et pharmaceutique, et entre la science et la recherche et les services cliniques accessibles à l'ensemble de la population. Après certains épisodes de grippe aviaire et d'autres maladies potentiellement infectieuses, le gouvernement a évalué ses plans pour faire face à une éventuelle pandémie. Par exemple, les médicaments antiviraux sont stockés pour répondre à la demande de 20 % de la population, en les rendant accessibles à toutes les personnes gravement malades, en conformité avec les normes internationales. L'initiative Vie saine en Bavière a permis le soutien de plus de 40 projets pour soutenir les politiques visant à enrayer le tabagisme et l'alcoolisme, à améliorer la nutrition, la pratique des sports ainsi que dans la valorisation d'un milieu de travail sain.

Le **gouverneur de la Géorgie** a indiqué que tout en privilégiant de façon spécifique les soins préventifs, la stratégie de la Géorgie consiste à augmenter le nombre de personnes assurées, à fournir l'accès aux soins de santé sur tout le territoire de l'État, et de recourir à l'innovation et à la technologie pour accroître la transparence, l'efficacité et la rentabilité de ces efforts auprès des citoyens de Géorgie provenant des quatre coins de l'État. De façon spécifique, le gouverneur a rappelé la stratégie de santé qui comprend la promotion du bien-être et des comportements sains, et l'incitation aux soins préventifs et aux interventions médicales hâtives. Le gouverneur a parlé de l'importance d'établir des « foyers d'accueil médicaux » pour les citoyens vulnérables, afin d'assurer la coordination des soins médicaux. Il aussi rappelé l'objectif de la Géorgie de stimuler l'éducation en matière de santé comme moyen d'atteindre ses objectifs. Le gouverneur a aussi attiré l'attention sur la stratégie de la Géorgie d'accroître la transparence dans les soins de santé, notamment en ce qui concerne la qualité du service, les



coûts et l'accessibilité, grâce à un recours accru aux technologies de l'information et à l'innovation dans le domaine de la santé. Enfin, le gouverneur a mentionné le but de la Géorgie de renforcer le filet de sécurité en santé à l'échelle de l'État et d'augmenter le nombre de Géorgiens assurés, afin de garantir l'accessibilité des soins de santé pour tous.

Le **premier ministre du Québec** a souligné l'importance du système de santé public, le fruit de plusieurs décennies d'efforts collectifs. Ces efforts se poursuivent, car le gouvernement est déterminé à protéger ce gain, que la population tient en haute estime. Il a mis en valeur l'engagement du gouvernement dans l'amélioration des styles de vie, la réduction du tabagisme, et l'encouragement des gens à faire de l'exercice et à bien se nourrir. Il a aussi expliqué que, depuis plusieurs années, une nouvelle forme d'organisation du service a permis d'offrir à tous les Québécois, partout dans la province, un accès amélioré aux médecins de famille et aux professionnels qui œuvrent de concert avec eux. Les stratégies d'intervention telles que l'immunisation destinée à prévenir la grippe chez les enfants et les personnes âgées, sont intégrées aux pratiques quotidiennes. Enfin, des conditions de vie améliorées ont permis à l'espérance de vie d'augmenter au Québec, comme c'est le cas ailleurs dans le monde. Des services mieux adaptés permettront au système de santé du Québec de répondre de façon plus efficace aux besoins des personnes âgées, dont le nombre doublera d'ici 30 ans.

Le **gouverneur de la Haute-Autriche**, le D<sup>r</sup> Pühringer, a indiqué que, selon l'Index européen de la consommation et de la santé de 2007 (une étude réalisée dans toute l'Europe), l'Autriche dispose du système de santé le plus convivial en Europe, grâce à la combinaison d'une bonne accessibilité et d'excellents résultats. Un réseau de santé à la grandeur de l'État, offrant une couverture complète, garantit la présence de médecins généralistes et spécialistes et de services ambulanciers, considérés comme la pierre angulaire de l'offre de soins primaires et secondaires. Des hôpitaux régionaux et spécialisés complètent le système. Pour la promotion de la santé des individus, des programmes de prévention sont offerts aux municipalités, par des employés d'organismes bénévoles qui veillent à la coordination entre les services et les besoins de la population. L'élément fondamental du système de santé autrichien est l'assurance maladie obligatoire. Tous les employés sont obligés de souscrire une assurance maladie en Autriche. Les membres de la famille, comme les conjoints non employés et les enfants, sont couverts par l'assurance. Des plans d'urgence pour la protection de la population,

en cas de situations dangereuses pour la santé, comme une pandémie de grippe, ont été mis au point par les autorités, en coopération avec des experts et des organismes fournisseurs de services ambulanciers. En cas de catastrophes internationales, des services de premiers soins sont offerts par des organismes de la Haute-Autriche qui fournissent des services ambulanciers. Des médecins de la Haute-Autriche travaillent également comme bénévoles dans des pays en voie de développement. Le diagnostic du cancer, la conception de substances médicales actives contre la grippe aviaire et le VIH, l'équipement pour le contrôle de la glycémie et du diabète, ou des modèles pour l'élimination des erreurs et la supervision de la médication dans les hôpitaux sont des sujets de recherche de l'Université Johannes Kepler de Linz, sur la base des normes les plus strictes qui soient. Grâce au groupement en santé à l'Université des études appliquées de Linz, la Haute-Autriche dispose d'un réseau qui renforce l'innovation et la compétitivité internationale des entreprises dans le domaine du génie médical et de la santé.

**Le ministre responsable des Gouvernements locaux, des Affaires environnementales et de la Planification de la province du Cap Occidental** a souligné que le Cap Occidental a continué à progresser à grands pas dans l'offre de soins de santé publique à toute sa population. À cette fin, il a mis en œuvre plusieurs stratégies pour rendre les soins de santé plus accessibles, y compris les soins à domicile.

La mise en œuvre du système des districts de santé a joué un rôle clé dans l'offre de soins primaires et des services des hôpitaux de district. Conjointement avec la reconfiguration des soins hospitaliers secondaires et tertiaires, elle a permis de rapprocher les soins de santé de la population qui en a le plus besoin. De plus, la province a continué à être un meneur de file dans la distribution d'antiviraux et de traitements contre la tuberculose.

En conséquence, le Cap Occidental appuie la coopération bilatérale et multilatérale qui vise à renforcer les soins de santé primaires, la prévention des maladies contagieuses telles que le SIDA et la tuberculose. La province continue à encourager les échanges portant sur la recherche et le développement dans ces domaines.

À la suite des échanges et des propositions des experts, les chefs de gouvernement des Régions partenaires ont convenu des projets de coopération en matière de santé et de soins médicaux et ont adopté, pour les deux années à venir, les activités suivantes :

- La convention annuelle BIO, le plus important des événements dans le secteur de la biotechnologie, a lieu à Atlanta, en Géorgie, du 17 au 19 mai 2009. Des délégués des régions partenaires sont invités à encourager la présence d'entreprises à cet événement et à coordonner des activités conjointes.
- Suite à l'invitation de l'État de Géorgie, les experts des régions partenaires se réuniront pour un atelier organisé en collaboration avec le Centre national de contrôle des maladies à Atlanta, afin de discuter des sujets de la prévention et du contrôle des maladies.
- Le Québec propose de créer un groupe d'experts pour échanger sur les meilleures pratiques en matière d'organisation des soins de santé primaires.

D'autres projets concrets de coopération entre des régions partenaires ont été discutés. En voici quelques-uns :

- La coopération entre le département de sciences infirmières et de gestion sociale de l'Université des sciences appliquées de Ravensburg-Weingarten et l'Université du Shandong sur le concept des sciences infirmières dans le contexte familial. Ce projet reçoit le soutien de la Fondation Hanns Seidel et du ministère de l'Emploi et de l'Assurance sociale de la Bavière. Les partenaires du projet faisaient partie du groupe d'experts à Jinan.
- Les activités de recherche conjointe entre l'Institut neurologique de Montréal et l'École de médecine de l'Université technologique de Munich et de l'Université de Munich sur la démence et l'aphasie.
- Les réseaux d'experts en biotechnologies des Régions sont invités à participer au prochain projet européen « Transbio »
- La Bavière et la Haute-Autriche s'engagent à une coopération étroite concernant l'application transfrontalière de la nouvelle loi bavaroise de services de secours, qui inclut des services d'hélicoptère transfrontaliers et qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

## **V La cinquième Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires**

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires accueillent l'offre du Cap Occidental de tenir la cinquième Conférence des Chefs de gouvernement des Régions partenaires au Cap, en République d'Afrique du Sud, en juillet 2010, et acceptent cette invitation. Le Cap Occidental a proposé les thèmes de la sécurité alimentaire et du transport pour la prochaine conférence.

Signé à Jinan, dans le Shandong, le 7 août 2008, en allemand, en anglais, en chinois et en français, les quatre versions du texte étant en tous points équivalentes.



D<sup>r</sup> Markus Söder, ministre des affaires fédérales et européennes de la Bavière



M. Sonny Perdue, gouverneur de l'État de Géorgie



M. Jean Charest, premier ministre du Québec



M. Jiang Daming, gouverneur de la province de Shandong



D<sup>r</sup> Josef Pühringer, ministre-président de la Haute-Autriche



M. Pierré Uys, ministre responsable des Gouvernements locaux, des Affaires environnementales et de la Planification de la province du Cap Occidental